

Le syndrome du petit État

Viabilité économique, masse critique, exemples réussis (Estonie, Slovaquie).

Le « syndrome du petit État » est une construction politique conçue pour empêcher un peuple de gouverner pour lui-même. Il prétend qu'en dessous d'un certain seuil démographique, un État devient économiquement fragile, administrativement inefficace et dépendant. Ce mythe protège les États centraux et les élites qui concentrent le pouvoir. « *Le contrôle effectif des décisions souveraines est souvent limité même lorsque la souveraineté est formellement reconnue* » -- Krasner, *Sovereignty* (1999). « *La taille d'un pays résulte d'un arbitrage entre les bénéfices d'un grand marché et les coûts d'hétérogénéité et de distance aux préférences locales* » -- Alesina et Spolaore, *The Size of Nations* (2003).



La taille ne crée pas la puissance : ce sont les institutions qui la forgent.

La masse critique est souvent présentée comme une loi économique. Pourtant, aucune étude sérieuse ne montre qu'un nombre précis d'habitants garantit la viabilité. « *Le développement dépend fondamentalement de la qualité des institutions et de leur capacité à s'adapter aux transformations économiques* » -- World Bank, *World Development Report* (2019). « *La performance économique repose sur des réformes structurelles et une gouvernance efficace plutôt que sur la seule dimension démographique* » -- OCDE, *Economic Policy Reforms* (2021).

Au Québec, ce syndrome se traduit par l'idée que la province serait moins forte seule face aux États-Unis que dans le cadre du Canada. Cette idée entretient l'illusion que la taille politique du Canada offrirait une protection automatique. L'économie québécoise est pourtant diversifiée, son marché intérieur est suffisant et ses institutions disposent de la capacité nécessaire pour négocier directement avec des partenaires internationaux. L'Estonie et la Slovaquie démontrent qu'un État de petite taille peut défendre ses intérêts, attirer des investissements et conclure des accords commerciaux avantageux.

Le Québec ne manque pas de force ; il manque d'autonomie.

Ce n'est pas une question de taille : c'est une question de contrôle.

Un État viable maîtrise ses leviers fondamentaux : fiscalité, droit, investissements, politiques industrielles et commerce. Lorsqu'ils sont exercés ailleurs, les décisions arrivent tard, mal calibrées ou neutralisées par des compromis structurels. Les conséquences sont concrètes : programmes inefficaces, infrastructures mal planifiées, secteurs économiques laissés en suspens, bureaucratie lourde ; bref, le Québec actuel.

L'Estonie illustre ce principe :

- 1,3 million d'habitants, PIB par habitant comparable à celui de l'Espagne et dette publique parmi les plus faibles de l'Union européenne -- Eurostat.
- Gouvernance numérique saluée par l'OCDE pour son efficacité administrative -- OECD, *Digital Government Review: Estonia* (2015).
- Création d'entreprise, fiscalité et services publics accessibles rapidement, favorisant innovation et confiance institutionnelle.

La Slovaquie confirme la logique par un autre chemin :

- Un peu plus de deux millions d'habitants, PIB par habitant supérieur à celui du Portugal et de la Grèce -- FMI (2023).
- Économie industrielle exportatrice représentant plus de 80 % du PIB -- World Bank Data.
- Capacité nationale d'adaptation soulignée dans les rapports du Semestre européen -- Commission européenne, *Country Reports*.

Dans les deux cas, la souveraineté agit comme multiplicateur d'efficacité : négocier directement à l'international, cibler les investissements, adapter le droit et la formation aux besoins réels. Là où ces leviers sont partiels ou contrôlés ailleurs, l'économie avance à contretemps. Les grands États rencontrent aussi des contraintes structurelles. « *Les stratégies de développement doivent être adaptées aux contextes nationaux et les rigidités institutionnelles peuvent freiner l'ajustement* » -- Rodrik, *One Economics, Many Recipes* (2011). La résilience dépend de la capacité d'action, pas du nombre d'habitants.

Le syndrome du petit État agit aussi sur le plan psychologique : il entretient l'idée que l'audace serait imprudente et que la sécurité viendrait d'une tutelle. « *Les membres d'une organisation peuvent réagir au déclin par la sortie, la prise de parole ou la loyauté* » -- Hirschman, *Exit, Voice and Loyalty* (1970). Lorsque la loyauté domine et que la voix s'affaiblit, les décisions défavorables sont acceptées comme inévitables. Pendant ce temps, d'autres États innovent et consolident leur économie.

Ce mécanisme produit ce que l'on peut appeler l'effet Elvis Gratton : vivre à travers des copies, adopter des décisions qui ne nous représentent pas, accepter des solutions conçues ailleurs en croyant qu'elles sont les seules possibles.

Le syndrome transforme la dépendance en prudence et la souveraineté en risque. Les coûts sont visibles : décisions retardées, politiques incohérentes, occasions économiques perdues, confiance collective affaiblie.

Sortir de ce syndrome impose une exigence simple : **la viabilité se mesure à la maîtrise, pas à la taille**. La stabilité repose sur la responsabilité directe du pouvoir. Continuer à invoquer la petitesse comme justification entretient l'affaiblissement collectif.

Un peuple qui maîtrise ses leviers économiques, juridiques et politiques affirme sa capacité d'agir. Cette capacité fonde la confiance. Et cette confiance fonde la dignité nationale.

Louis-Martin Carrière